

La voix de l'Opposition de gauche

PSA. Des syndicats au garde-à-vous.

31 juillet 2012

La présentation des conclusions du rapport d'étape sur la situation de PSA Peugeot Citroën, commandé par Bercy avant l'annonce par le constructeur de son plan de restructuration, a été renvoyée au 11 septembre, a annoncé lundi le ministère du Redressement productif.

Des conclusions provisoires de ce rapport devaient être présentées le 31 juillet mais les usines de PSA étant fermées jusqu'à la fin août, ceci a été remis à la rentrée. De même, la date de la remise du rapport définitif devrait être repoussée de la mi-septembre à fin septembre ou début octobre.

"En accord avec les organisations syndicales et la direction du groupe PSA, la remise de ce rapport aura lieu le 11 septembre", a précisé le ministère dans un bref communiqué.

Le ministère avait chargé fin juin Emmanuel Sartorius, ingénieur général des Mines, *"de dégager un diagnostic précis, rigoureux et partagé sur la situation réelle du groupe PSA"*.

Plusieurs syndicalistes ont indiqué à l'AFP ne pas avoir reçu de convocation pour une réunion prévue lundi après-midi qui figurait pourtant à l'agenda hebdomadaire du ministre.

"Si c'est pour conclure que le plan Varin est complètement injustifié, la CGT et les salariés sont prêts à excuser ce contre-temps étonnant", a indiqué Jean-Pierre Mercier de la CGT.

"On nous a indiqué cet après-midi qu'une demi-journée serait consacrée à la restitution du rapport d'étape, en septembre", dit Franck Don, de la CFTC, qui dit attendre avant tout les conclusions du rapport Secafi, organisme mandaté par les élus du comité central d'entreprise pour faire le point sur la situation financière du constructeur. (AFP 30.07)

Depuis plus de deux siècles, ce n'est pas la littérature qui a fait défaut pour tenter de justifier ou légitimer l'existence du capitalisme. A une autre époque, on ne s'embarrassait pas d'en connaître la teneur pour passer à l'action sur notre propre terrain de classe, quand le mouvement ouvrier n'était pas encore pourri par le réformisme et lorsque le prolétariat ne s'était pas embourgeoisé.

Je ne suis pas sûr que la plupart des militants comprennent ce que recouvre la démarche des syndicats.

En demandant à un expert de vérifier la viabilité de l'entreprise et de se prononcer sur la validité de ce plan censé oeuvrer à sa survie, ils en acceptent par avance les conclusions sur la base des lois de fonctionnement du régime capitaliste qui s'appliquent à cette entreprise. Donc en imaginant que l'expert décrète que ce plan est indispensable à sa survie, les syndicats n'ont plus qu'à se plier à ce diagnostic et à accompagner ses conséquences dramatiques pour les milliers de salariés de PSA et ses sous-traitants. C'est ce qu'ils s'apprêtent à faire.

Au-delà du sort de ces milliers ou dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles, accepter ce diagnostic, accepter de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes est d'une gravité extrême,

parce que cela signifie qu'en partant du même principe la totalité de nos droits sont injustifiables et illégitimes, et donc peuvent être bradés et disparaître.

Comment par exemple demain allez-vous justifier le droit à la santé pour tous, comment allez-vous combattre pour l'imposer, si au préalable vous avez accepté le principe qu'il est incompatible avec le système économique qui demeure la norme indépassable ou qui dicte sur le plan social ce qui peut se concevoir ou non ? Ce sera impossible, il ne vous restera plus qu'à gérer les conséquences de la pénurie ou de l'absence de droits sociaux, qu'à vous adapter ou vous accommoder de la situation qui découlera de la survie du capitalisme, à vous en faire le complice.

Nos vaillants dirigeants toujours prompts à attaquer les Ong qui se livrent à cet exercice infâme, à juste titre, sont particulièrement silencieux quand ce sont les dirigeants syndicaux qui s'y collent, simple constat. En agissant de la sorte, les appareils du POI, du NPA et de LO ne privilégieraient-ils pas leurs rapports avec les appareils pourris des syndicats au détriment des intérêts collectifs de notre classe ?

Et comble de la mystification, c'est ce qu'ils appellent défendre l'indépendance des syndicats ! Sauf si on pose la question qui tue et dévoile leur subordination au régime : par rapport à qui ? Dans le cas de PSA, c'est clair, par rapport aux besoins des travailleurs qui passent après les conclusions du rapport d'un expert, à la trappe quoi. Si vous n'en êtes pas encore totalement convaincu, vous pouvez reprendre le fil des évènements depuis l'annonce du plan Varin.

Tous sans exception ont affirmé haut et fort qu'ils attendaient de voir ce que le gouvernement allait faire, tous s'en sont remis au gouvernement, nous sommes bien d'accord ? Ensuite le gouvernement a décidé de s'en remettre à un expert, les syndicats l'ont imité, or, chacun sait que quelles que soient les conclusions auxquelles parviendront ces experts sachant qu'ils n'ont pas la conscience de classe d'un militant combattant pour le socialisme, ils se situeront automatiquement sur le terrain des capitalistes, des besoins de PSA. A l'arrivée, dans leurs rapports, il y aura à boire et à manger de telle sorte que chacun pourra les interpréter à sa manière, ce qui permettra à la direction de PSA de garder les mains libres pour appliquer son plan.

Il faut donc en conclure que ces partis et ces syndicats ne sont indépendants ni de l'Etat ni du capitalisme, ils le sont des intérêts des travailleurs qui passent au second plan, on en a la démonstration sous les yeux. Vous pourrez fermer les yeux ou détourner le regard, cela ne changera rien à la réalité. Pour notre part, aussi difficile soit-elle à admettre, nous préférerons toujours la regarder en face pour l'affronter.